

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1052^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 13 novembre 1961,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 88 et 22 de l'ordre du jour:

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite) . .	} 673
Assistance à l'Afrique (suite):	
a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance	

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINTS 88 ET 22 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite*)

Assistance à l'Afrique (suite*):

a) Programme des Nations Unies pour l'indépendance

1. U ON SEIN (Birmanie) [traduit de l'anglais]: La question que nous débattons ici depuis une semaine environ est d'une importance primordiale pour nous et par conséquent pour l'humanité tout entière. Il s'agit du point 88 et de la partie a) du point 22; l'Assemblée a fort sagement décidé d'examiner ces deux questions ensemble. Nous savons tous qu'elles ont pour origine la résolution 1514 (XV), que l'Assemblée a adoptée il y a un an, presque jour pour jour, à une écrasante majorité. Les délégués n'ont pas oublié, j'en suis sûr, que mon pays était un des auteurs de cette résolution, avec plusieurs autres pays d'Asie et d'Afrique.

2. Au risque de répéter ce que l'on sait déjà, je me permets d'affirmer une fois de plus que ma délégation attache une très grande importance à cette résolution, qui s'intitule: "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux". Ma délégation considère cette résolution comme un monument qui marque un tournant dans l'histoire des pays coloniaux et dans l'histoire du monde. C'est en vérité la proclamation d'une ère nouvelle et ma délégation espérait ardemment que toutes les puissances coloniales y répondraient avec le même empressement. Un an après l'adoption de cette importante déclaration, il convient de se demander si elle a trouvé l'écho que nous espérions.

3. Voici le paragraphe 5 de la Déclaration qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pou-

voirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

La Déclaration s'applique aux territoires sous tutelle ainsi qu'aux territoires non autonomes et tous autres territoires dépendants.

4. Comme nous le savons tous, le Tanganyika, le plus vaste des territoires sous tutelle, célébrera son indépendance le 9 décembre 1961. Ma délégation se réjouit à l'avance d'accueillir officiellement l'Etat souverain du Tanganyika, pendant la session actuelle de l'Assemblée générale, dans notre communauté mondiale. Le Samoa occidental, qui, si je ne me trompe, est le plus petit des territoires sous tutelle, deviendra également Etat indépendant à la fin de l'année. Nous avons déjà parmi nous les représentants de l'Etat indépendant du Sierra Leone; ma délégation est heureuse de leur adresser ses félicitations et ses vœux les plus chaleureux.

5. Le cas de ces divers pays montre de façon positive que certaines puissances coloniales donnent ou vont donner une réponse positive à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. La délégation birmane sait parfaitement ce que signifie l'indépendance et ce que signifie aussi l'asservissement colonial. Aussi partage-t-elle entièrement la joie, les espérances et l'enthousiasme de la population de ces Etats récemment apparus sur la scène mondiale. Pour exactement la même raison, elle ne peut pas oublier les souffrances et la détresse de ces millions d'êtres demeurés sous la domination coloniale en Afrique, en Asie et dans certaines régions de l'Amérique latine.

6. Il reste encore sous la domination étrangère plus de 50 millions d'êtres humains, répartis sur quelque 70 territoires. Au premier rang de ces territoires, citons l'Angola, l'Algérie, le Sud-Ouest africain, le Ruanda-Urundi, l'Irian occidental. Il me souvient à ce propos de ce que ma délégation déclarait l'an dernier, du haut de cette même tribune et sur le même sujet. Elle disait notamment:

"... si l'on retarde trop longtemps le processus d'accession à l'indépendance, un sentiment de frustration et de désespoir s'empare des esprits et engendre malheureusement la rancœur et la haine. Si un pays doit lutter trop longtemps pour son indépendance, des forces extrêmes apparaissent à la surface et prédominent, qui ne sont certainement pas de nature à favoriser la cause de la démocratie — but que la plupart d'entre nous recherchent — ni celle de l'amitié entre les nations^{1/}."

*Reprise des débats de la 1050^{ème} séance.

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Séances plénières, 930^{ème} séance, par. 9.

7. Au siècle où nous vivons, les preuves ne manquent pas de l'exactitude de cette maxime; citons par exemple la tragique situation de l'Angola, de l'Algérie et du Sud-Ouest africain. Ma délégation croit fermement que le haut idéal de paix et de tranquillité, de démocratie et de liberté, de justice et d'amitié sera inconcevable tant que le colonialisme et ses manifestations n'auront pas disparu. De l'avis de ma délégation, l'ensemble des événements actuels ne semble pas indiquer que toutes les puissances coloniales appliquent fidèlement les dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Il est prouvé qu'il y a encore des exterminations massives et des répressions violentes. Les injustices économiques et sociales s'y donnent libre cours. La haine et l'amertume sévissent partout.

8. Il est vraiment navrant que le colonialisme puisse engendrer une telle myriade de maux concomitants. Ma délégation estime que le colonialisme est actuellement une des principales causes, sinon la principale cause, de conflits internationaux. Cela ne fait de bien à personne; ma délégation est donc persuadée que, si elles ont un peu de bonne volonté et de prévenance, toutes les nations s'uniront contre le colonialisme. Nous espérons également que l'Assemblée générale voudra bien être le point de ralliement où nous prendrons toutes les mesures possibles pour mettre fin au colonialisme.

9. Il est fort heureux, à notre avis, que nous examinions aujourd'hui où en est l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. L'Assemblée générale devrait faire tous ses efforts pour défendre les principes proclamés dans cette déclaration. Ma délégation presse instamment toutes les puissances coloniales de montrer un peu de prévoyance et de bonne volonté, de prouver qu'elles savent lire les signes des temps, non dans l'intérêt de tel ou tel secteur de la communauté mondiale, mais dans celui de toute la famille des nations, dont elles font elles aussi partie.

10. On a beaucoup parlé de la date de l'indépendance. Les opinions diffèrent à ce sujet. Pour sa part, ma délégation rejette d'emblée la thèse très souvent soutenue par certaines puissances, et qui voudrait que telle ou telle nation ne soit pas prête ou mûre pour l'indépendance, parce qu'elle manquerait de personnel qualifié, etc., etc. Après tout, c'est en forgeant qu'on devient forgeron. Il est bien évident que, dans tout pays colonisé, il y aura peu de gens instruits dans l'art de gouverner, pour la simple raison que, pendant de nombreuses années, ces pays ont été gouvernés par des puissances étrangères. Inutile de répéter ici que les habitants des pays colonisés ont leur propre conscience nationale et savent ce qui leur convient le mieux. C'est pourquoi ma délégation se prononce en faveur de l'indépendance sans délai pour tous les pays qui sont sous la domination étrangère.

11. S'il m'est permis de me résumer, ma délégation est prête à appuyer toute proposition qui aurait les objectifs suivants: premièrement, renforcer autant qu'il est possible les principes énoncés dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; deuxièmement, faciliter dans toute la mesure possible l'extinction du colonialisme dans toutes ses manifestations; troisièmement, indiquer certaines dispositions qui faciliteraient l'application de la résolution 1514 (XV) ou pourraient y contribuer.

12. C'est en fonction de ce que je viens de dire que ma délégation prend position à l'égard des divers projets de résolution dont nous sommes saisis.

13. M. BITSIOS (Grèce): On nous demande souvent, à nous Grecs, si, parmi les concepts et les institutions politiques que nos ancêtres ont légués à l'humanité, il faut aussi compter le concept de la colonisation.

14. Dans le bassin méditerranéen et au-delà, vers les côtes de la mer Noire et vers le continent asiatique, bien des villes célèbres par leur histoire et par leur civilisation portent des noms grecs et nous fournissent ainsi le témoignage que la notion de la colonisation n'était pas étrangère à la Grèce antique. Cependant, pour qu'il n'y ait pas de confusion, il me faut ajouter tout de suite que la Grèce a donné l'indépendance à ses colonies bien avant l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], dont l'application fait aujourd'hui l'objet de nos débats. En d'autres termes, nous avons donné le bon exemple, il y a 2 000 ans. Mais ce qui est encore plus important, c'est que nos ancêtres ont conçu le colonialisme surtout comme une projection de leur rayonnement culturel et de leur civilisation. Ils ont transplanté, dans les territoires colonisés, les richesses de leur pensée, de leur libéralisme, de leurs institutions démocratiques. Ils ont ainsi réussi à faire de leurs colonies des centres de civilisation aussi rayonnants que la métropole elle-même. Voici un autre exemple qui, bien souvent, n'a pas été imité par les colonisateurs contemporains.

15. Cette référence à un passé un peu trop éloigné n'eut qu'un seul but: celui de mieux souligner, par l'évocation des traditions qui empreignent notre pensée, la position favorable de ma délégation à l'égard des tendances qui se dessinent au cours de la seizième session de l'Assemblée, quant à la façon dont la résolution adoptée au cours de la dernière session sera appliquée. Notre tâche consiste dorénavant à mieux définir, là où il y a lieu, le principe énoncé dans le texte de cette résolution et à consacrer les mesures pratiques qui assureront son application.

16. L'autre jour [1048ème séance], le distingué représentant de Ceylan, dans son très éloquent et très constructif discours, a posé la question de savoir si, l'histoire suivant son cours, nous assisterions à l'extinction du colonialisme, même si l'ONU s'abstenait de formuler les principes qui doivent mener à l'indépendance des pays colonisés. Il est d'autre part vrai que la Charte des Nations Unies consacre ses chapitres XI et XII, à la rédaction desquels ont collaboré les puissances coloniales, aux territoires non autonomes et aux territoires sous tutelle.

17. Ces considérations n'ôtent, aux yeux de ma délégation, rien de la valeur et de la nécessité des efforts entrepris par cette assemblée pour établir un programme plus systématisé concernant, en premier lieu, le rôle qui incombera à notre organisation au cours de la période qui s'écoulera jusqu'à l'extinction du colonialisme.

18. En effet, le temps n'est pas si loin — et les chapitres XI et XII faisaient alors, comme aujourd'hui, partie de notre charte — où cette assemblée était empêchée, par les règles des majorités requises, de dépêcher au peuple chypriote le message que, selon notre charte, il avait droit à son indépendance.

19. Voilà pourquoi nous jugeons nécessaire, indispensable, la consécration d'un programme régissant

la marche vers la décolonisation et établissant le rôle des Nations Unies.

20. J'ai déjà dit qu'à notre avis les tâches de cette assemblée sont à présent au nombre de deux: la première est de mieux définir, là où il y a lieu, les principes contenus dans le texte de la résolution 1514 (XV); la seconde est de tomber d'accord sur les mesures pratiques qui assureront son application.

21. En ce qui concerne les principes, ma délégation estime qu'il est d'une importance primordiale d'affirmer que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance doit être appliquée à tous les peuples du monde qui revendiquent leur droit à l'indépendance ou leur droit de décider eux-mêmes de leurs institutions politiques et sociales; car la notion de la liberté est et doit rester indivisible.

22. Ma délégation pense aussi que les termes indépendance et liberté employés par les rédacteurs de la résolution devront être par la suite clarifiés. Avec un réalisme frappant, le représentant de Ceylan nous a démontré, dans le discours que je viens de mentionner, que la souveraineté n'est pas la forme exclusive de l'indépendance. L'annexe d'une autre résolution, la résolution 1541 (XV), contient en effet certains principes qui doivent prendre leur place dans le texte complété de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Cette annexe stipule notamment [principe VI] que l'on peut dire qu'un territoire non autonome a atteint la pleine autonomie: a) quand il est devenu Etat indépendant et souverain; b) quand il s'est librement associé à un Etat indépendant; c) quand il s'est intégré à un Etat indépendant.

23. Une condition préalable est cependant nécessaire pour sanctionner ces solutions dans chaque cas spécifique: la volonté de la population du territoire en cause, exprimée librement et par des moyens démocratiques. Ce sont les principes VII et IX de l'annexe à la résolution 1541 (XV), principes qui, comme je l'ai dit, devront être incorporés au texte complété de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance.

24. Un troisième principe qui doit être défini plus clairement est celui contenu au paragraphe 3 de la Déclaration. Il y est dit:

"Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance."

25. C'est un principe juste dans le contexte des responsabilités de la puissance administrante. Mais il est de la responsabilité de notre organisation de veiller à ce que la communauté internationale entreprenne, elle, le soin d'assister les populations qui accèdent à l'indépendance sans avoir atteint un degré suffisant de développement, surtout dans le domaine économique. En ce sens, l'initiative prise, en 1960, par la délégation des Etats-Unis^{2/}, quand elle nous a demandé d'envisager un programme pour le développement économique de l'Afrique, devra, pendant cette session, retenir toute notre attention et aboutir à l'élaboration par l'Assemblée de propositions concrètes dans ce sens.

26. En ce qui est de la méthode, c'est-à-dire des mesures pratiques concernant l'application de la

Déclaration, ma délégation estime qu'il importe de procéder avec réalisme, avec le souci de ne rien préconiser qui soit irréalisable. La hâte, la précipitation ne feraient qu'affaiblir sa valeur morale. Dorénavant, à côté des cas où, de toute évidence, la solution applicable sera l'indépendance souveraine, nous nous trouverons, par la nature des choses, devant d'autres cas où, en raison par exemple du nombre très limité des habitants ou de l'exigüité des ressources économiques, des solutions spéciales, nécessitant un processus parfois plus lent, devront être recherchées. Dans cet ordre d'idées, nous pensons que les auteurs de la résolution 1514 (XV) ont sagement agi en ne fixant pas, dans leur texte, une date limite pour l'indépendance de tous les territoires sous régime colonial, sans distinction. Une date trop rapprochée risquerait de se révéler inopérante. Une date éloignée serait un message décourageant pour certaines populations qui sont en droit d'aspirer à l'indépendance immédiate, et encouragerait peut-être certains milieux à retarder le processus de développement d'autres peuples qui n'ont pas encore atteint un degré suffisant de maturité.

27. Nous pensons également qu'une ligne de conduite devra être soigneusement étudiée pour permettre aux Nations Unies de veiller à l'application des principes qu'elles ont adoptés quant à la décolonisation, tout en évitant une ingérence trop directe de leur part dans le domaine des responsabilités des puissances administrantes, surtout dans la mesure où une telle ingérence provoquerait des anomalies et par conséquent retarderait l'accomplissement de nos objectifs. La délégation hellénique est convaincue que nos débats sur cette importante question, et les décisions que nous serons amenés à prendre, contribueront positivement au progrès du monde et au raffermissement de l'ordre et de la paix internationale. Plus que toute chose, elle souhaite que les milieux dirigeants de certains pays rapprochent leur politique de ce qui constitue la conviction, le credo unanime des membres de cette assemblée. Aucune formule fictive et irréaliste n'a pu résister aux impératifs de l'histoire. La voie vers l'indépendance de tous les territoires qui ne bénéficient pas encore de ce bienfait suprême est maintenant grande ouverte. Ceci a été rendu possible par l'attachement des Membres de l'Organisation des Nations Unies aux principes de l'égalité des êtres humains, du respect de leur droit de décider eux-mêmes de leur destinée, de leur droit de vivre sous le système politique et social de leur propre choix. Ceci a été aussi rendu possible par l'esprit de compréhension, de réalisme et d'adaptation qui a caractérisé la ligne de conduite de certaines puissances coloniales. Rendons-leur ce qui leur est dû.

28. Ayant ainsi défini la position de la délégation hellénique sur le problème de l'application de notre déclaration sur l'octroi de l'indépendance, je désire réserver notre droit d'intervenir de nouveau dans ce débat quand les divers projets de résolution seront examinés en détail.

29. M. BRUCAN (Roumanie) [traduit de l'anglais]: Depuis la seconde guerre mondiale, plus d'un million d'êtres humains se sont libérés de la domination coloniale ou semi-coloniale et ont pris le chemin de l'indépendance.

30. Voici 15 ans à peine, la plupart des pays d'Asie étaient des colonies ou semi-colonies; il y a trois ans, l'Afrique était encore un continent en majeure partie colonial. Aujourd'hui le colonialisme agonise; malgré

^{2/} Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, documents A/4515 et Add.1.

sa résistance désespérée, plus rien ne peut en écarter le coup fatal. Ces transformations majeures, qui se reflètent de plus en plus dans la composition de l'Assemblée, n'ont aucun précédent dans l'histoire du monde.

31. Il est essentiel de comprendre la pleine signification de ce phénomène mondial, et de connaître les facteurs qui l'ont provoqué et déclenché. C'est essentiel, car, si nous comprenons mieux les dimensions internationales de l'effondrement du colonialisme, et si nous comprenons mieux les facteurs qui l'ont déclenché, nous saurons mieux définir les meilleures méthodes et le rythme qui convient le mieux pour mener à bonne fin la décolonisation. Il est tout aussi important d'avoir une idée juste des forces qui s'opposent à ce que les peuples coloniaux obtiennent la liberté et l'indépendance. Nous verrons ainsi plus nettement les obstacles qui se dressent sur le chemin et les moyens de les abattre.

32. Après tout, si nous voulons mener à bon terme cette histoire de décolonisation, c'est naturellement sur les forces qui ont abattu le colonialisme que nous devons nous appuyer — et non pas sur les forces qui ont essayé et qui essaient encore, avec l'énergie du désespoir, d'en maintenir l'existence. Ce sont des vérités bien banales, mais il faut bien rappeler les truismes quand certains les mettent en doute.

33. L'indépendance politique est avant tout le résultat de la lutte que les populations mènent pour rejeter la domination impérialiste, et non pas le résultat d'une persuasion amicale exercée sur l'opprimeur. Nous en avons par-dessus la tête d'entendre les colonialistes prétendre que c'est grâce à leur générosité et leur grandeur d'âme que tant de pays ont pu devenir indépendants. Si les mouvements de libération nationale avaient accepté la thèse que l'on obtient l'indépendance en la mendiant aux impérialistes, la main tendue, très peu vraiment de délégations asiatiques et africaines siégeraient aujourd'hui à l'Assemblée.

34. La vérité, c'est que les colonialistes n'ont jamais donné et ne donneront jamais l'indépendance à aucun pays en cadeau de Noël. C'est la lutte des populations, c'est leur volonté d'être libres, c'est la condamnation universelle du colonialisme dénoncé comme la faute et la honte de notre temps, et c'est surtout la pression exercée par l'énorme masse des forces anti-impérialistes qui ont brisé le colonialisme.

35. C'est l'unité, la lutte commune des Etats anti-coloniaux au sein de l'ONU qui ont donné sa force à la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; c'est l'échec des tactiques colonialistes de division qui a permis d'adopter cette déclaration à la quasi-unanimité.

36. Cette victoire marquait un grand progrès dans l'histoire de l'ONU. N'oublions pas que, jusque-là, c'est-à-dire jusqu'en décembre 1960, les puissances coloniales avaient réussi à rendre l'ONU pour le moins neutre dans le conflit entre colonialisme et peuples asservis. N'oublions pas — pour ne citer qu'un exemple frappant — que la République sud-africaine a réussi pendant de longues années à obtenir la bénédiction des Nations Unies, malgré nos protestations, pour sa tutelle du Sud-Ouest africain.

37. Après tout, ce n'est pas par hasard que les puissances coloniales se sont abstenues de voter la Déclaration en question. Cette abstention avait deux significations, qui devraient être deux leçons pour ceux qui ont encore des illusions sur la nature du

colonialisme: d'abord que les puissances impérialistes résistent obstinément à l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux; ensuite que, lorsque les forces anticolonialistes de l'ONU font bloc, les colonialistes n'osent pas les affronter directement et doivent battre en retraite.

38. Ce n'est qu'en gardant ces deux leçons à l'esprit que les Nations Unies peuvent avec succès mener à bonne fin les principales tâches que leur assigne la Déclaration, et avant tout la libération des peuples encore asservis à l'étranger.

39. Les précédents orateurs ont déjà longuement décrit l'attitude des alliés colonialistes, qui mettent tout en œuvre pour sauver de la désintégration complète le système colonial, et pour se maintenir en Afrique, leur dernier bastion.

40. Je voudrais, pour ma part, m'occuper de ce qui est au cœur de la politique colonialiste, c'est-à-dire de l'exploitation éhontée de toutes les ressources naturelles des peuples "colonisés", qui fournissent aux monopoles occidentaux des bénéfices fabuleux. C'est la protection de ces intérêts acquis et leur conservation par tous les moyens qui dictent la plus impitoyable des politiques coloniales, les répressions les plus brutales et les guerres coloniales les plus sanglantes, qui menacent la paix et la sécurité internationales.

41. Prenez par exemple les intrigues des colonialistes au Katanga, et le rôle joué dans cette sale affaire par un Etat voisin du Katanga, la Rhodésie du Nord. Ce n'est pas par hasard que sir Roy Welensky est devenu le plus proche allié de Moïse Tshombé. Le 7 octobre 1961, l'*Economist*, hebdomadaire londonien, a, dans l'article intitulé: "The brass behind the copper", révélé les motifs cachés de cette étroite association entre les deux partisans du colonialisme.

42. L'*Economist* nous dit que le Katanga et la Rhodésie du Nord fournissent à eux deux un cinquième de la production mondiale de cuivre, et que cette industrie minière est aux mains de quatre grands groupes: Anglo-American Corporation, Rhodesian Selection Trust, Tanganyika Concessions, et British South Africa Company. Pour n'oublier personne, rappelons que l'Union minière belge a des intérêts dans ces groupes, et notamment dans les Tanganyika Concessions, dont le conseil d'administration compte plusieurs Belges. Mais le président du Conseil d'administration est un ancien ministre du Gouvernement britannique — le capitaine Charles Waterhouse. Il appartient donc à l'"Establishment", dont il personifie les deux fonctions: faire de la politique et faire de l'argent.

43. Quant aux profits qu'extraient de l'Afrique ces gros monopoles, l'*Economist* nous en donne un chiffre éloquent: la British South Africa Company a gagné au cours des cinq dernières années, au seul titre des redevances, 150 millions de dollars, soit 30 millions de dollars par an. Qu'est-ce que ces redevances? En vertu de l'accord signé en 1895 entre la British South Africa Company et les chefs africains, la Compagnie reçoit une redevance sur chaque tonne de minerai extraite du sol. C'est là du pur colonialisme, et je n'ai pas besoin d'expliquer plus longuement pourquoi les colonialistes britanniques ont pris une part si active aux récents événements du Katanga.

44. Une situation analogue s'observe dans les colonies portugaises. Dans le Mozambique, les industries de base, charbonnages de Moatize, coton et thé sont

aux mains d'une compagnie qui appartient à des Britanniques. Les gisements d'uranium de Tete appartiennent à la British South Africa Company, et le charbon de Moxico, en Angola, appartient au groupe Krupp, d'Allemagne occidentale. Les chemins de fer de Benguela appartiennent à la British American Belgian Company et aux Tanganyika Concessions. L'industrie des mines de diamant d'Angola est aux mains des trusts américains, tandis que la bauxite est entre des mains françaises. C'est la Standard Oil and Gulf, dont il est inutile de rappeler la nationalité, qui est chargée de la mise en valeur des ressources pétrolières.

45. Bref, les capitaux britanniques, américains, belges, ouest-allemands et français s'allient aux capitaux portugais dans le pillage colonialiste de l'Angola et du Mozambique. En Algérie, l'American Standard Oil et la British Royal Dutch partagent avec la Compagnie française des pétroles l'exploitation du pétrole saharien. On pourrait dire que c'est la raison d'être de l'OTAN.

46. De très riches ressources naturelles, les salaires très bas payés aux Africains, tout cela promet aux investissements occidentaux des profits sans précédent, même selon les normes coloniales. Une étude du Congrès des Etats-Unis montre que le capital américain investi en Afrique rapporte en moyenne 30%, alors que pour tout autre capital américain investi à l'étranger, le taux ne dépasse pas 26%. Des primes aussi extraordinaires sont irrésistibles pour les gens du groupe Rockefeller. Ils viennent de saisir un tiers des stocks des Tanganyika Concessions, et ont obtenu par ce détour de très gros intérêts dans l'Union minière du Haut Katanga.

47. Et les Africains? Les statistiques relatives aux Africains donnent des chiffres d'une tout autre nature. En Algérie, environ 800 000 Algériens ont trouvé la mort dans la guerre coloniale, au cours des sept dernières années. En Angola, plus de 50 000 habitants ont été tués en 1960 et 1961, et, comme la presse l'a rapporté, les colons portugais ont l'intention de massacrer encore 100 000 Angolais. Plus de 20 000 habitants du Kenya ont été tués ces dernières années au cours de répressions massives. Voilà pour les statistiques africaines. Autrement dit, pendant que les compagnies occidentales se font des bénéfices, les compagnies africaines se font trouer la peau. Telle est la division du travail dans le monde moderne.

48. Voilà le vrai visage du colonialisme, aucune belle parole ne pourra le rendre reluisant.

49. Passons maintenant à la question de l'Irian occidental.

50. Un trait spécial de la décolonisation en cours, c'est la complexité des formes de lutte et de tactique que les colonisateurs emploient pour sauvegarder leurs possessions ou du moins une partie d'entre elles.

51. Pour atteindre leurs buts, les colonialistes font grand usage de tout ce qui est anachronique et maintenu artificiellement: le système tribal, les conflits intertribaux, l'ignorance, la superstition. Ils divisent volontairement des unités ethniques compactes en groupes distincts, ils isolent les unes des autres des parties de tribu ou de nationalité, ils brisent les liens économiques et historiques, ils divisent les communautés ethniques et linguistiques.

52. Tant que les puissances coloniales maintiennent leur domination sur un territoire, elles s'efforcent par tous les moyens de conserver l'intégrité du territoire. Jamais, pendant les siècles d'occupation hollandaise de l'Indonésie, les colonialistes n'ont remarqué que l'Irian occidental aurait dû avoir un statut distinct pour les raisons qu'ils soulignent maintenant. Mais, dès qu'il leur a fallu accorder l'indépendance à l'Indonésie, ils ont subitement exagéré et exacerbé tous les éléments possibles de division pour empêcher le nouveau gouvernement d'affirmer son autorité sur l'ensemble du territoire, et pour séparer finalement de ce territoire indépendant une partie qui aurait un gouvernement spécial, dirigé par eux. Telle est l'histoire de l'Irian occidental.

53. Mais quel droit a donc la puissance coloniale de conserver un morceau du territoire d'un pays qui a conquis son indépendance? L'Irian occidental appartient à l'Indonésie; la seule chose que les Pays-Bas aient à faire, c'est le laisser tranquille. Ce n'est pas l'affaire des Pays-Bas ni de personne d'autre de s'occuper de l'Irian occidental. C'est l'affaire de l'Indonésie, dont il constitue une part inaliénable.

54. La délégation roumaine appuie donc très fortement la position de l'Indonésie dans ses justes prétentions sur l'Irian occidental.

55. Notre opinion dûment réfléchie, c'est que 1962 doit être l'année de l'indépendance pour tous les territoires et pour tous les peuples qui sont encore colonisés, comme l'a proposé la délégation soviétique dans son projet de résolution [A/L.355].

56. Nous appuierons de tout cœur les mesures proposées par l'Union soviétique et nous estimons qu'il faut les prendre de toute urgence pour assurer très vite la mise en œuvre de la Déclaration.

57. Puisqu'à la Conférence de Belgrade les chefs d'un bon nombre de pays indépendants d'Asie et d'Afrique, hommes politiques experts en colonialisme, sont arrivés à la conclusion que 1962 devrait marquer la fin du joug colonialiste, cela devrait convaincre tout le monde non seulement que cet objectif est politiquement et moralement urgent, mais encore qu'il est pratiquement très accessible.

58. Oui, il est accessible, pourvu que les forces qui ont accéléré la décolonisation ces dernières années demeurent unies.

59. Prenez par exemple l'Afrique. En deux ans seulement, 1960 et 1961, 20 nouveaux territoires, peuplés au total de près de 100 millions d'habitants, sont devenus indépendants. Pourquoi donc, au nom du ciel, faudrait-il attendre une dizaine d'années pour libérer les 50 millions de gens qui vivent encore asservis de l'étranger? C'est une question de simple calcul. Mais qui pourrait donc prétendre que les Algériens, les Angolais, les Kényens ne sont pas prêts à l'indépendance ou y sont moins prêts que ceux qui l'ont déjà obtenue?

60. Non, l'histoire et l'expérience même de l'ONU ont réfuté, et réfutent encore tous les jours, les prétextes d'immaturité politique ou économique que les colonialistes inventent pour excuser leur lenteur à accorder l'indépendance. Ce sont la liberté et l'indépendance qui favorisent et accélèrent le développement politique et économique d'une nation, et non pas l'esclavage et l'oppression.

61. Quant aux facteurs et aux forces qui ont contribué à accélérer la décolonisation, ces facteurs et ces

forces se manifestent avec plus de vigueur que jamais. Ils sont plus nombreux que jamais. Ils sont plus unis que jamais. D'ailleurs, les peuples encore asservis d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont le droit d'attendre de ceux qui sont récemment sortis victorieux de ce grand combat, c'est-à-dire les nouveaux Etats indépendants d'Afrique, qu'ils soient un facteur accélérateur de la décolonisation. Après tout, le grand objectif de ce processus n'est pas seulement la libération des peuples encore asservis, mais c'est aussi la décolonisation complète et totale — économique, politique, culturelle et militaire — des territoires qui ne sont parvenus à l'indépendance qu'à une date récente.

62. La question n'est donc pas de savoir si, dans un avenir plus ou moins éloigné, le colonialisme sera aboli. Les colonialistes eux-mêmes savent qu'il le sera. On ne devrait même pas s'étonner de les entendre le dire. La véritable question dont s'occupe l'Assemblée, c'est de libérer d'urgence les peuples coloniaux: de mettre fin aux guerres coloniales qui se déroulent en Algérie, en Angola et ailleurs: d'arrêter le massacre des populations innocentes et l'inter-nement abusif des dirigeants politiques; de mettre fin une fois pour toutes au régime féroce de la discrimination raciale, et de prendre des mesures immédiates pour remettre tous les pouvoirs au peuple des

territoires coloniaux et des territoires sous tutelle. Voilà ce que les malheureuses populations esclaves d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine attendent de l'Assemblée. Voilà ce que nous devons faire.

63. Le PRESIDENT: Je n'ai plus d'orateurs inscrits pour cet après-midi, mais je me dois d'informer l'Assemblée qu'il reste encore à entendre 42 orateurs pour le débat général sur la présente question.

64. Etant donné les travaux de la Première Commission et étant donné que nous ne pourrions disposer que de quatre séances au cours de cette semaine, il m'apparaît nécessaire de tenir des séances de nuit, de façon à pouvoir terminer, le plus rapidement possible, le débat général sur cette question. Nous aborderons ainsi, dans le meilleur délai, la discussion des projets de résolution et aurons le temps de discuter des deux grandes questions qui restent à notre ordre du jour. Compte tenu de ces circonstances, je vous propose donc de tenir demain, mercredi et jeudi des séances de nuit.

65. En conséquence, je prie les orateurs qui se sont fait inscrire de bien vouloir prendre leurs dispositions pour prendre la parole dès que possible.

La séance est levée à 16 h 25.